



LES PEULS MBORORO DANS LE CONFLIT ANGLOPHONE : DES LUTTES FONCIERES LOCALES AU CONFLIT REGIONAL

Fanta Dada Petel
Thierry Vircoulon

Observatoire de l'Afrique centrale et australe

Note n. 33
2021



Note réalisée par l'Ifri au profit de la Direction générale
des relations internationales et de la stratégie du ministère des Armées

Table des matières

TABLE DES MATIERES	2
AUTEURS.....	3
RESUME.....	4
ABSTRACT	5
INTRODUCTION	6
UNE COHABITATION DIFFICILE	9
Les migrations des Peuls Mbororo dans le Nord-Ouest.....	9
Une province saturée de conflits fonciers.....	12
UNE GUERILLA FONCIERE DANS LE CONFLIT ANGLOPHONE	19
Le choix politico-stratégique des Mbororo.....	19
La participation des Peuls Mbororo au conflit	21
Le cycle des représailles	22
Les conséquences du conflit	25
CONCLUSION	27

Auteurs

Fanta Dada Petel est une chercheuse camerounaise qui a obtenu son doctorat en histoire à l'université de Maroua sous la direction du Professeur Saïbou Issa en 2020. Ses recherches doctorales ont porté sur la sédentarisation des Mbororo dans la région du Nord et les insécurités. Elle enseigne actuellement à Douala.

Thierry Vircoulon est chercheur associé à l'Ifri. Ancien élève de l'École nationale d'administration (ENA) et titulaire d'un master en science politique de la Sorbonne, il a travaillé pour le Quai d'Orsay et la Commission européenne et a été directeur Afrique centrale pour International Crisis Group. Il a vécu en Afrique du Sud, au Kenya et en République démocratique du Congo.

Résumé

Depuis la proclamation de l'indépendance des deux régions anglophones du Cameroun le 1er octobre 2017, les forces camerounaises affrontent les militants sécessionnistes appelés Ambazoniens. Dans l'une de ces deux provinces (le Nord-Ouest), la communauté des éleveurs peuls mbororo s'est rangée du côté du gouvernement camerounais. Ce positionnement dans le conflit anglophone résulte d'un choix politico-stratégique et donne lieu à une guérilla foncière dans la région.

Les Mbororo se sentent, en effet, exclus par les communautés autochtones de cultivateurs dans une région saturée par les conflits fonciers. En prenant le parti du gouvernement, ils espèrent que celui-ci reconnaitra la légitimité de leur sédentarisation et de leurs droits fonciers et limitera les pratiques d'extorsion des forces régulières de sécurité à leur encontre. Les milices mbororo apportent à ces dernières leur connaissance du terrain et leur servent à l'occasion de supplétifs. Plusieurs conflits locaux s'insèrent donc dans le conflit anglophone et l'alimentent. Mais compte-tenu de l'impasse du conflit anglophone, des communautés s'efforcent de sortir de cette guérilla foncière en préservant des espaces de coexistence pacifique et en négociant par le bas.

Abstract

Since the proclamation of independence of the two English speaking provinces of Cameroon on 1st October 2017, the security forces are fighting against the secessionists called the Ambazonians. In one of the two provinces (the North-West region), the Fulani Mbororo cattle herders have sided with the government against the secessionists. This political and strategic choice of the Fulani Mbororo community turns the fight into a land war in the North-West region.

Indeed the Fulani Mbororo are feeling excluded and stigmatized by the farmers communities in an area full of land disputes. By siding with the government, the cattle herders hope that it will recognize the legitimacy of their settlement in the province and their land rights and it will reduce the racketeering practices of the national security forces against the Ambazonians. The Fulani militias provide intelligence and manpower to the security forces. Behind the scene, several local land conflicts are fueling the Anglophone conflict. However given the stalemate of the conflict, some farmers and cattle herders' communities try to solve this land war by maintaining peaceful relations and negotiating with each other.

Introduction

La partie anglophone du Cameroun est composée de deux régions frontalières avec le Nigeria : le Sud-Ouest avec pour capitale Buea et le Nord-Ouest dont la capitale est Bamenda. Notre zone d'étude, la région du Nord-Ouest, est la seconde plus petite province du Cameroun avec une superficie de 17 300 km², plus de 2 millions d'habitants répartis dans sept départements et une densité de 97 habitants/km²¹. C'est une zone de hauts plateaux dominée par des chaînes de montagne dont l'altitude moyenne est de 1550 m et dont les plus hauts sommets culminent à 3000 m.

Grâce à son altitude, son sol volcanique et son climat, le Nord-Ouest est une région très fertile pour l'agriculture (production à grande échelle de cacao, de thé, etc.) et exceptionnelle pour l'élevage mais néanmoins très pauvre (le taux de pauvreté s'élevait à 47% en 2014, ce qui en faisait la troisième province la plus pauvre du pays)². Elle comprend des pâturages de prairies ouvertes (Grass Fields), des vallées, des savanes herbeuses, de la forêt et des plateaux d'altitudes variées. La vallée de Mentchum (600 à 700 m d'altitude moyenne) se situe entre les hautes terres de Bafut, Wum et Kom. Le secteur de Wum comprend les hautes terres du département de Mentchum (1 700 m d'altitude moyenne)³. Le secteur de Bamenda qui correspond au département de la Mezam comprend un plateau recouvert de savane avec une altitude variant de 1 200 à 1 400 m. Après les hautes terres de Bamenda, se dresse la plaine de Ndop (1 100 m) dans le département de Ngo-Ketunjia couvrant la haute vallée du fleuve Noun⁴. Ensuite, à 1 500 et 2 000 m d'altitude se trouvent les riches plateaux de Nso et de Nkambé dans le département de Donga Mantum. Le climat de cette région est de type équatorial avec plus de 1 500 mm de pluies par an et quatre mois de saison sèche.

¹ La région de l'Ouest est la plus petite région du Cameroun avec 13 892 km² et 1,7 million d'habitants. Sa densité est presque le double de la moyenne nationale qui est de 50 habitants/km²

² Observatoire national de la santé publique, ministère de la Santé, 2014, <http://onsp.minsante.cm>

³ S. Morin, Hautes Terres et bassins de l'Ouest Cameroun, étude géomorphologique. Thèse d'Etat, Univ. Bordeaux III, 2 t., 1190 p., 1 atlas, 17 cartes h.t., 1988.

⁴ J. Boutrais, « Étude d'une zone de transhumance : la plaine de Ndop (Cameroun) », In : Deux études sur l'élevage en zone tropicale humide, ORSTOM, 1978.

Après la Première Guerre Mondiale, le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, désignés alors comme *Southern Cameroons* (Cameroun méridional), furent administrés par le Royaume-Uni sous mandat de la Société des Nations et, à l'issue d'un référendum en 1961, les populations du *Southern Cameroons* ont fait le choix de rallier l'Etat fédéral du Cameroun tandis que celles du *Northern Cameroons* ont opté pour le rattachement au Nigeria indépendant. Plus de quarante ans après la transformation (1972) de l'Etat fédéral en un Etat unitaire, le courant séparatiste qui s'est développé parmi les ressortissants du *Southern Cameroon* a proclamé unilatéralement leur indépendance le 1^{er} octobre 2017⁵. Depuis lors, les forces camerounaises affrontent les militants sécessionnistes qui s'auto-proclament Ambazoniens.

Lorsque la crise anglophone a éclaté en 2017, la coexistence entre les populations autochtones du Nord-Ouest et les Peuls Mbororo qui se sont sédentarisés dans les collines de cette province depuis presque un siècle était déjà difficile en raison des conflits fonciers et agropastoraux qui pouvaient, épisodiquement, dégénérer en violences intercommunautaires. Au Nord-Ouest, les éleveurs ne représentent qu'une minorité de la population (environ 125 000 habitants sur 2 millions)⁶ mais l'importance de leur cheptel fait des hautes terres du Nord-Ouest la troisième région du Cameroun pour l'élevage bovin⁷.

Cette étude met en lumière la situation particulière de la minorité Mbororo qui s'est implantée dans cette province anglophone pauvre mais plus propice à l'élevage que le Sud-Ouest. Considérés avec méfiance par les groupes autochtones dont sont issus les Ambazoniens, les Mbororo sédentarisés dans le Nord-Ouest ont été confrontés à un choix stratégique. Ils soutiennent le gouvernement camerounais contre les combattants Ambazoniens (localement appelés Ambaboys), y compris les armes à la main, et démontrent ainsi comment les luttes foncières locales se greffent sur le conflit anglophone pour venir l'amplifier. Mais alors que le conflit s'enlise depuis cinq ans sans perspective de négociations et avec des tentatives de médiations extérieures qui n'ont pas abouti pour l'instant, les communautés cherchent des solutions de coexistence négociées au niveau local.

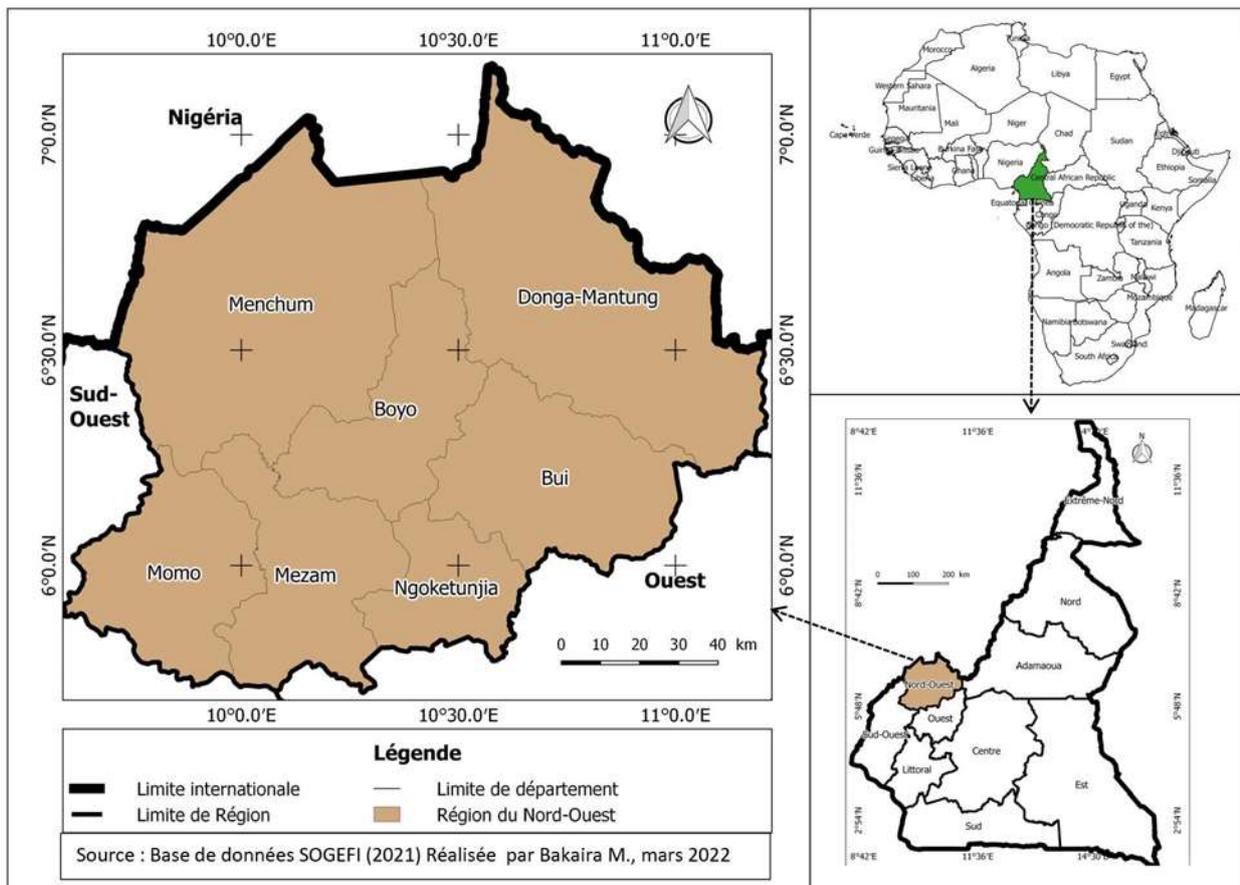
⁵ Sur la genèse du conflit anglophone, lire C. Petrih, « Le conflit anglophone au Cameroun. Un dialogue sans partenaires », Notes de l'Ifri, octobre 2019.

⁶ Chiffres estimatifs années 2019, archives de l'association Mboscuda. L'Association pour le Développement Social et Culturel des Mbororo du Cameroun (Mboscuda) est la principale association mbororo du pays et est dirigée actuellement par le magistrat Adamou Amadou. Créée en 1992, cette association lutte contre la marginalisation des Mbororo et pour leur pleine reconnaissance dans la société camerounaise. <https://mboscuda.org/>

⁷ M. Requier-Desjardin, « L'accès aux pâturages : une approche économique de la mobilité » in C. Baroin, J. Boutrais, (ed), *L'homme et l'animal dans le bassin du lac Tchad*, Paris, IRD, 1999.

Pour cette étude, outre la recherche documentaire, un échantillon de 15 villages choisis aléatoirement dans les sept départements du Nord-Ouest a été retenu et des arbés,⁸ des associations culturelles Mbororo, des membres des comités de vigilance et certaines autorités administratives locales ont été interviewés.

Carte 1 : Localisation de la région du Nord-Ouest



⁸ Le terme Ardo (arbé au pluriel) se réfère à l'idée de mouvement, par son étymologie Ardo signifie « celui qui est devant, celui qui marche en tête ». Le Ardo est donc un chef nomade mais, avec la sédentarisation, son pouvoir s'exerce non seulement sur la communauté mais aussi sur l'espace : les conflits interpersonnels sont portés devant lui qui, aidé de ses conseillers, essaye d'établir un accord entre les parties. Aux fonctions foncières et juridictionnelles s'ajoute pour le Ardo un rôle de représentation. Il représente l'ensemble de la communauté et est le porte-parole de ses administrés à l'extérieur de son village, face aux chefs des autres groupes ethniques et vis-à-vis de l'administration. Une part importante de l'information transite par lui, de la population aux différents appareils administratifs et politiques, et inversement. F. Dada Petel, T. Vircoulon, « Les Peuls Mbororo du Nord-Cameroun : Insécurité d'une société pastorale et limites d'une réponse sécuritaire hybride », Notes de l'Ifri, octobre 2021. Lire [ici](#).

Une cohabitation difficile

Les Mbororo sont un peuple d'éleveurs nomades. Ils ont pénétré au Cameroun par la région du Nord puis se sont installés dans l'Adamaoua, l'Est et le Nord-Ouest. C'est en grande partie de l'Adamaoua et du Nigéria que sont venus les Mbororo qui se sont sédentarisés dans les hautes terres du Nord-Ouest.

Les migrations des Peuls Mbororo dans le Nord-Ouest

Au début du XX^{ème} siècle, les Mbororo qui avaient pénétré dans les hauts plateaux de l'Ouest ont envoyé des éclaireurs vers le Nord-Ouest. Ceux qui ont exploré le département de la Mezam, notamment les localités de Nso, Tingoh et les prairies de Bamenda, ont découvert une savane humide avec de nombreuses sources salées⁹. A cause de son relief de plateaux élevés et de son climat très humide, le Nord-Ouest a séduit les pasteurs¹⁰. Les bergers n'étaient plus obligés d'effectuer de longues transhumances pour satisfaire leur bétail en eau et en herbes. Sur les hauteurs, le couvert végétal (pâturage) est permanent (« la brousse est encore vivante ici », disent les bergers)¹¹ et la saison sèche dure seulement quatre mois, du 15 novembre au 15 mars avec des pluies qui peuvent s'étaler jusqu'en décembre. Avant leur sédentarisation, la longue saison des pluies permettait aux éleveurs transhumants d'hiverner au même endroit et d'établir des contacts avec les populations locales¹².

La nouvelle de la découverte d'une région favorable à l'élevage s'est vite répandue, entraînant l'arrivée des vagues successives et ininterrompues d'éleveurs nomades qui voulaient protéger leur troupeau des insécurités liées à la sécheresse et aux épizooties¹³. Selon les sources

9 J. Boutrais, « L'expansion des éleveurs Peuls dans les savanes humides du Cameroun », Cah. ORSTOM, Sc. Hum., XVIII, 1, 1982, p. 31-45.

10 J. Boutrais, « Entre nomadisme et sédentarité : Les Mbororo à l'ouest du Cameroun », Congrès International de Géographie. Le Développement Rural en Questions : Paysages, Espaces Ruraux, Systèmes Agraires ; Maghreb, Afrique Noire, Mélanésie, Paris, ORSTOM, 1984, p. 225-256.

11 Entretien avec des bergers à Santa/Bamenda, 12 janvier 2022.

12 J. Boutrais, « Zébus, mouches tsé-tsé et techniciens en Adamaoua camerounais », In : Robineau C. (ed.), Les terrains du développement, Approche pluridisciplinaire des économies du Sud, Paris, ORSTOM, 1992, p. 235-252.

¹³ Kossoumna Libaa Natali, « De la mobilité à la sédentarisation. Gestion des ressources naturelles et des territoires par les éleveurs mbororo du Nord-Cameroun », Thèse de Doctorat en

orales mbororo du Nord-Ouest, le premier contingent d'éleveurs fut dirigé par le ardo Sabga qui aurait donné son nom à la colline Sabga située dans l'arrondissement de Tubah du département du Mezam. Cette colline est considérée comme le foyer initial des Mbororo dans le Nord-Ouest¹⁴. Les Djafoun furent les premiers à s'installer à Bamenda en 1917¹⁵. Puis les Akou les suivirent au milieu du XX^{ème} siècle. Les Djafoun viennent d'une contrée située entre le Fouta Toro (Sénégal) et le Macina (Mali), particulièrement près du Fouta Tingui et du Fouta Boundou¹⁶. Ils ont par la suite migré vers le Nigeria où ils s'installèrent en créant une localité appelée Jaafoun à l'Est de Kano. Les Djafoun comptent plusieurs clans dont les Akou qui viennent du plateau de Jos au Nigeria seraient issus, la grande distinction entre les Djafoun et les Akou étant leur bétail blanc ou rouge acajou¹⁷.

En pénétrant dans le Nord-Ouest, ces éleveurs ont rencontré de grandes chefferies traditionnelles très structurées dirigées par les Fon¹⁸. Conformément au droit coutumier, le chef de terre a octroyé des espaces aux Mbororo et leur implantation a donc été initialement négociée et acceptée¹⁹. Grâce à l'hospitalité de certaines chefferies (Mankon, Bafut, Bali-Nyongha, Nso, Kom), les éleveurs Mbororo purent largement s'installer dans le département du Donga Mantum en traversant la frontière nigériane de 1920 à 1960. Leur migration au Nord-Ouest s'intensifia avec les sécheresses des années 1973-1974 survenues dans la zone sahélienne²⁰. Ils ont progressivement fini par coloniser les zones d'altitude et créer des *labbaare*, c'est-à-dire des villages d'éleveurs sédentaires.

Géographie, Université Paul-Valéry, Montpellier-3, 2008. S. Baizoumi Wambai, « Epizooties et migrations des sociétés pastorales Mbororo dans les abords sud du Lac Tchad et vers le plateau de l'Adamaoua : XXe début XXIe siècle », Thèse de Doctorat en Histoire, Université de Maroua, 2016.

14 Entretien avec le ardo Yousouffa à Sabongai/Donga Mantum, février 2022.

15 J. Boutrais, Etude d'une zone de transhumance, la plaine Ndop (Cameroun), ORSTOM, Yaoundé, 1974, p.164.

16 Sur la classification des différents clans des Peuls nomades et leurs habitudes, lire la thèse de Fanta Dada Petel, « Les Mbororo de la région du Nord-Cameroun et la modernité 1804-2020 : les ambiguïtés de la sédentarisation », Université de Maroua, 2020.

17 M. Pelican, Mask and staffs, Identity politics in the Cameroon Grassfields, New York, Berghahn, 2015.

18 Le fon est le chef suprême dans plusieurs sociétés traditionnelles du Nord-Ouest, du Sud-Ouest et de l'Ouest du Cameroun.

19 M. Pelican, « Mbororo on the move: from pastoral mobility to international travel », Journal of Contemporary African Studies, 29(4), 2011, p. 427-440.

20 Saïbou Issa, « La prise d'otages aux confins du Cameroun de la Centrafrique et du Tchad : une nouvelle modalité du banditisme transfrontalier », Polis/R.C.S.P. /C.P.S.R. Vol. 13, 2006, Numéros 1 -2.

Les Djafoun se sont implantés au-dessus de 1 500 mètres d'altitude et occupent Nwa, Mbem, Nkambe dans le Donga Mantum. De là ils ont progressivement essaimé dans les sept départements de la région du Nord-Ouest. Quant aux Akou, on les retrouve au nord de Bamenda, vers 1000 mètres d'altitude et ils occupent Ntumbaw, Ntumru dans le département du Donga Mantum puis ils se sont étendus dans le département du Menchum, notamment à Wum. Ce n'est que pendant les années 80 que des commerçants Mbororo se sont installés dans la province du Sud-Ouest, beaucoup moins propice à l'élevage.

Photo 1 : Collines dans le département de Bui, mai 2016



Auteure : Christine Robichon

Une province saturée de conflits fonciers

La région du Nord-Ouest est une mosaïque ethnique composée de groupes bantous majoritaires installés depuis des siècles et de deux groupes minoritaires originaires du Nigeria, les Mbororo et les Haoussa. Parmi les groupes autochtones organisés en 5 chefferies de premier degré et 123 chefferies de deuxième degré²¹, les plus nombreux sont les Aghem à Wum (département du Menchum), les Nso à Fundung (département du Boyo) et les Babanki à Bafut (département du Mezam) – les chefferies les plus peuplées étant celles de Kom et Nso²². La partie sud de la province relève de la chefferie de Bafut située dans le département de la Mezam et dont le palais est inscrit sur la liste indicative du Patrimoine mondial de l'UNESCO²³, alors que la partie nord de la province est sous l'influence des Aghem²⁴. De l'époque coloniale au 21^{ème} siècle, le pouvoir des chefferies a été préservé et renforcé par l'application de *l'indirect rule*²⁵ d'abord puis par les régimes postcoloniaux des présidents Ahidjo et Biya. Politisées, les chefferies de la province ont formé deux associations rivales (Northwest Fons Association pro-opposition, fondée en 1993 et Northwest Fons Conference pro-gouvernementale, fondée en 1995) qui ont fusionné en un syndicat (Northwest Fons Union fondée en 1998) sans toutefois réussir à mettre fin aux rivalités entre chefs coutumiers²⁶. Après les dernières élections régionales, une Chambre des Chefs du Nord-Ouest a été mise sur pied en application des recommandations du dialogue national censé résoudre le conflit anglophone²⁷.

21 Au Cameroun, les chefferies sont classées en trois catégories et leur rôle est défini par des textes juridiques.

22 E.-M. Chilver et P. Kaberry, *Traditional Bamenda. Precolonial history and ethnography of the Bamenda, Grassfields. Gov. Printer, Buea, 1967.* J.-P. Warnier, « Histoire du peuplement et genèse des paysages dans l'Ouest Cameroun », *The Journal of African History*, 25, 1984, p. 395-410.

23 Voir : <https://whc.unesco.org/>

24 Entretien avec Joseph Ndikum de Rom (chef coutumier), 12 février 2022.

25 J.-C. Barbier, « Les sociétés Bamiléké de l'Ouest Cameroun », *Trav. Doc. ORSTOM*, 53, 1976, p. 103-122. Pour une description d'une chefferie locale à l'époque coloniale, lire Gérard Durrell, *Les limiers de Bafut, au pays des souris volantes, Cameroun, années 50*, Editions Phébus, 1997.

26 « Cameroun - Crise Anglophone : Atanga Nji invite les chefs du Nord-Ouest à se réconcilier », *Cameroun-Info.net*, 21 mars 2018.

27 « Cameroun : que reste-t-il du Grand dialogue national ? », *Jeune Afrique*, 4 octobre 2020.

Tableau 1 : Liste des chefferies de 1^{er} degré de la région du Nord-Ouest

Département	Arrondissement	Dénomination	Degré
Mezam	Bamenda	Chefferie Mankon	1
Mezam	Bali	Chefferie Bali-Nyongha	1
Mezam	Bafut	Chefferie Bafut	1
Bui	Kumbo	Chefferie Nso	1
Boyo	Fundong	Chefferie Kom	1

Source : Wikipedia

Photo 2 : Fon de la chefferie d’Oku, département du Bui, 14 mai 2016



Auteure : Christine Robichon

En raison de la croissance démographique et de l'ethnisation de la politique et du foncier, le Nord-Ouest est, à l'instar d'autres provinces camerounaises, saturée par des luttes ethno-foncières. Celles-ci opposent de longue date des chefferies qui entretiennent une rivalité historique et sont en compétition pour l'espace et le pouvoir local. Sans prétendre être exhaustif, on peut citer les conflits Abebong/Angong, Oku/Mbesa, Bambui/Fingieh, Bali-Nyonga/Bahouoc, Balikumbat/Bafanji, etc.²⁸. Aux innombrables conflits fonciers entre chefferies et communautés bantoues s'ajoutent deux autres catégories de conflits fonciers : les luttes entre les petits et les grands propriétaires et les luttes foncières entre communautés d'éleveurs et d'agriculteurs. Les premières résultent du développement de l'agro-business dans le très fertile Nord-Ouest. Si les cultures de rente ont été introduites à l'époque coloniale (thé, café, cacao, etc.), l'agro-business est maintenant encouragé par les autorités et certains bailleurs, gagne de l'espace et entre en conflit avec l'agriculture vivrière familiale. Le Nord-Ouest compte la plus grande plantation de thé au Cameroun avec environ 5000 hectares (Ndawara Tea Estate)²⁹, des plantations de bananes et quelques plantations de palmiers à huile. Bien que timide (la production provinciale représente 3% de la production nationale), la caféiculture progresse dans le Nord-Ouest : 5000 hectares y sont consacrés et une nouvelle unité de transformation a été inaugurée à Bamenda³⁰. Mais surtout afin de développer l'élevage industriel, deux grands ranchs ont été créés dans cette province :

- le ranch d'Elba près de Bamenda qui appartient au milliardaire peul Baba Danpullo originaire de la région³¹ et compte des milliers de bœufs ;
- le ranch de Dumbo situé dans l'arrondissement de Misaje, département du Donga-Mantung, qui appartient à la Société de Développement et d'Exploitation des Productions Animales (SODEPA) et s'étend sur une

28 Ces conflits ont donné lieu à de nombreuses études de cas. « Conflit foncier et frontalier entre les Bali-Nyonga et les Bahouoc dans le Nord-Ouest Cameroun », IRENEES, fiche d'analyse, 2013. René Ngek Monteh, « The Promotion of National Unity in Cameroon through Peace and Citizenship Education: A Case Study of the North West Region, 1990-2009 », IAR Journal of Humanities and Social Science, vol 1(3), 2020, pp 125-137. Moise Oneke Arrah, A Gift of Nature and the Source of Violent Conflict: Land and Boundary Disputes in the North West Region of Cameroon The Case of BaliKumbat and Bafanji, Doctoral dissertation, Nova Southeastern University, Department of Conflict Resolution Studies, 2015.

29 Pour une présentation voir ici : <https://www.cameroun-plus.com>

30 « Le Cameroun inaugure une nouvelle usine de transformation du café dans la région du Nord-Ouest », Investir au Cameroun, 27 avril 2021. Profil sur le café du Cameroun, Organisation Internationale du Café (sans date).

31 « Baba Ahmadou Danpullo, l'empereur discret du business camerounais », Jeune Afrique, 7 août 2013.

superficie de 38 000 hectares auxquels s'ajoutent deux périmètres agropastoraux de 18 000 hectares (Tadu) et de 53 000 hectares (Tugi/Mbengwi).

Ces grandes propriétés consacrées à l'agro-business sont contestées par leurs riverains, y compris des chefs traditionnels. Ainsi, un conflit relatif à l'extension de son ranch a opposé le milliardaire peul Baba Danpullo au ardo de Sagba en 2001, a conduit à des violences en 2002, à des actions en justice ainsi qu'à une saisine du Rapporteur Spécial sur les droits des populations autochtones des Nations Unies³². Ces querelles entre grands et petits propriétaires s'expliquent par le dualisme du marché foncier local : le marché foncier formel est dominé par ceux qui maîtrisent les arcanes de l'administration et ont d'importants moyens financiers (hommes d'affaires, grands notables, politiciens, etc.) tandis que les pauvres ne peuvent avoir accès qu'au marché foncier informel basé sur des transactions souvent orales et donc sans véritable sécurité foncière.

Les conflits agropastoraux sont l'autre catégorie des litiges fonciers. Ces dernières décennies ont vu l'augmentation des tensions foncières entre agriculteurs et éleveurs mbororo. Migrants plus récemment arrivés que les autres communautés, ces derniers sont perçus comme des « gens venus d'ailleurs », des « outsiders » bien qu'ils aient acquis le statut de peuple indigène au Cameroun en 2004³³. Ils apparaissent comme une minorité localement ostracisée et victime d'une forte insécurité foncière qui s'explique par les nombreux clivages entre eux et les communautés autochtones. Ailleurs en Afrique de l'Ouest, ce type de conflits fonciers et le besoin de protection des communautés d'éleveurs peul alimentent la conflictualité, comme à la frontière nigéro-malienne³⁴. Ils peuvent servir aussi de vecteur à l'extrémisme violent comme au Nord du Bénin³⁵ ou plus généralement dans les pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest³⁶.

³² Appel urgent, Violations des droits des populations Mbororos du Nord-Ouest du Cameroun par M. Ahmadou Baba Danpullo, Réponse du Cameroun, septembre 2013. Jabiru Muhammadou Amadou, "The Mbororo Problem in North West Cameroon, a Historical Investigation", *American Scientific Research Journal for Engineering, Technology and Sciences*, 2017, vol 33, n°1, pp37-48.

³³ Résultat du lobbying de l'association Mboscuda, les Mbororo ont obtenu cette reconnaissance officielle qui fait toutefois encore polémique. M. Pelican, « Mbororo pastoralists in Cameroon: Transformations in identity and political representation », *Afro-Eurasian Inner Dry Land Civilizations*, 2012, vol. 1: pp113-126.

³⁴ Charles Grémont : « Dans le piège des offres de violence : concurrences, protections et représailles dans la région de Ménaka (Nord-Mali, 2000-2018) », in *Hérodote* 2019, *Géopolitique du Sahel et du Sahara*, pp. 43-62.

³⁵ Kars de Bruijne : Loi de l'attraction. Le nord du Bénin et le risque de propagation de l'extrémisme violent, Institut Clingendael, juin 2021.

³⁶ Mathieu Pellerin : « Les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest. Nouvelle terre d'expansion des groupes djihadistes sahéliens ? », Notes de l'Ifri, février 2022.

Les Mbororo s'étant installés dans les pâturages d'altitude, les espaces d'élevage et d'agriculture étaient initialement séparés, contrairement à d'autres régions où les deux activités se pratiquent dans les mêmes espaces³⁷. Pourtant, les terres destinées à l'élevage étant très fertiles, elles ont fini par attirer les cultivateurs qui ont créé des villages aux alentours des campements d'éleveurs. Par la suite, le développement des surfaces cultivées et du cheptel a exacerbé la concurrence pour l'accès à la terre et les premières tensions agropastorales ont fait leur apparition. Bien que les Mbororo ne constituent qu'une petite fraction de la population du Nord-Ouest, l'accroissement de leur cheptel, et la formation de grands ranchs par des néo-éleveurs comme Danpullo, alimentent les critiques locales contre une minorité « avaleuse de terres ».

Fondé sur l'antériorité de l'occupation, le système foncier coutumier place les Mbororo dans une situation d'infériorité. Ce système ne confère pas un droit de propriété (contrairement au système moderne) mais un droit d'usage en échange de prélèvements en nature et en numéraire sur les éleveurs par les chefs traditionnels³⁸. Par conséquent, même si les Mbororo mettent en avant leurs accords oraux historiques d'installation avec les Fon, leurs droits acquis sont souvent contestés sous l'effet de la saturation foncière et les communautés jugent durement les Fon qui leur accordent/vendent de nouvelles terres³⁹. Par ailleurs, les chefs traditionnels abusent parfois de leur pouvoir pour accroître leur ponction économique sur les éleveurs et estiment que les arbé peuls ne sont pas leurs égaux mais doivent être considérés comme des chefs de quartiers. Ils ne font donc pas partie de la Chambre des Chefs du Nord-Ouest.

Ce statut d'infériorité économique des Mbororo est renforcé par les attitudes de certains éléments de l'administration locale qui leur extorquent régulièrement du bétail et de l'argent. En effet, au niveau des services administratifs locaux, le déséquilibre de pouvoir est patent : grâce à leur capital scolaire, les autochtones ont investi les administrations locales à l'inverse des Mbororo dont l'élite est récente et encore en formation⁴⁰. En revanche, du fait de sa corruption chronique,

³⁷ Par exemple, au nord du Burkina-Faso, les deux activités s'exerçaient dans le même espace. Pour une comparaison, lire A. Dafinger et M. Pelican, « Sharing or dividing the land? Land rights and farmer-herder relations in Burkina Faso and Northwest Cameroon », *Canadian journal of African studies*, janvier 2006, 40, 1, pp.127-151.

³⁸ Le « jangali » est une taxe sur le bétail instituée depuis l'administration coloniale et entretenue par les Fon.

³⁹ L'un des Fon des Babanki qui avait vendu des terres à un grand éleveur au début des années 1990 avait été extrêmement impopulaire. Jabiru Muhammadou Amadou, « The Mbororo Problem in North West Cameroon, a Historical Investigation », op.cit.

⁴⁰ Mouïche Ibrahim, 2012, « Démocratisation et intégration sociopolitique des minorités ethniques au Cameroun », Dakar, Codesria, p. 157.

l'administration est souvent bienveillante avec les éleveurs puissants de la région. Dans le cas du litige du ranch de Baba Danpullo, l'administration et les services de sécurité locaux ont été dénoncés comme étant partiaux, en sa faveur⁴¹.

Les rapports sociaux entre les communautés autochtones et les Mbororo sont tissés d'un mélange de collaboration et d'hostilité, qui varie d'un des sept départements de la province à l'autre. Dans le département de Donga Mantum par exemple, les autochtones ont été employés comme main-d'œuvre par les Mbororo sédentarisés. Ils les aidaient à cultiver leurs champs, à construire leur maison ou simplement à effectuer des petites tâches domestiques. A l'inverse dans le département du Mezam, les Mbororo minoritaires n'ont pas réussi à s'imposer, la communauté locale les considérant comme des envahisseurs. A cela s'ajoute le fait qu'à l'instar des Haousa, les Mbororo sont une minorité religieuse dans une province dominée par les chrétiens et les animistes.

De façon générale, la cohabitation se caractérise par une distanciation sociale réciproque et le souhait, chez les autochtones, de voir un jour partir les Mbororo. Malgré leur présence depuis des décennies, leur citoyenneté camerounaise et leur récent statut de peuple indigène, ils restent perçus comme une minorité allogène en transit et les opinions locales remettent souvent en cause leur appartenance à la région et même au Cameroun⁴². L'intégration sociale tangible entre les communautés agricoles et éleveurs est presque inexistante. Chacun préfère vivre dans son milieu et la question épineuse de la propriété foncière maintient les éleveurs mbororo du Nord-Ouest dans une insécurité foncière génératrice de conflits comme le confie un ardo : « *Nous sommes confrontés en permanence à des conflits qui peuvent pour si peu s'embraser en des violences physiques conduisant à plusieurs morts* »⁴³.

⁴¹ Lettre du Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits des populations autochtones aux autorités du Cameroun, 25 novembre 2012.

⁴² H. Mimche et M. Pelican, « Quand les immigrants se font "autochtones": dynamiques d'insertion des Mbororo et insécurité foncière à l'ouest-Cameroun », in Pierre Kamdem et Martin Kuete (eds.), *L' "insécurité au Cameroun: mythe ou réalité?* Paris, Iresma, 2012, pp. 145-167.

⁴³ Entretien avec Ardo Buba à Santa/Bamenda, 12 janvier 2022.

Tableau 2 : Liste non-exhaustive des conflits fonciers relatifs aux Mbororo dans le Nord-Ouest

Lieu	Nature du conflit	Année
Ndawara, Arrondissement du Boyo	Confiscation des terres par Baba Ahmadu Danpullo pour établissement du « Ranch Elba » et son extension	1986-1990
Babanke (département de la Mezam) ; Orti, Banté (département du Bui) ; Ngarum, Binka, Mbot (département du Bui)	Expropriation des terres mbororo par les locaux après la mort de leurs chefs ayant octroyé ces terres aux Mbororo.	1998, 2002, 2009, 2013
Wum, département du Menchum	Confiscation des terres du ardo Oumarou mo solli	2005
Sabga, département du Mezam	Confiscation des terres par Baba Ahmadu Danpullo pour faire des champs de thé	2006
Bamita, département de Momo	Expropriation des terres par des locaux	2008
Bandjah (Mamada hills) département du Mezam	Destruction de plus de 300 concessions des Mbororo pour la construction d'une église catholique	2014

Une guérilla foncière dans le conflit anglophone

Dès son déclenchement en 2017, la crise anglophone s'est inscrite dans le prolongement des tensions agropastorales entre les pasteurs et les agriculteurs. Cette crise vient creuser davantage le fossé préexistant entre les communautés autochtones et les Mbororo du Nord-Ouest.

Le choix politico-stratégique des Mbororo

Les Mbororo du Nord-Ouest ont été immédiatement impliqués dans le conflit anglophone pour une raison géostratégique : les Ambazoniens ont utilisé leurs pâturages d'altitude comme zone-refuge et source d'approvisionnement.

Fuyant les forces de sécurité dans les montagnes, les sécessionnistes exigèrent des pasteurs des bœufs afin de s'approvisionner. Dès lors, les éleveurs ont été placés face au dilemme stratégique suivant : soutenir les sécessionnistes issus des communautés d'agriculteurs majoritairement hostiles à leur égard ou soutenir le pouvoir camerounais malgré les abus routiniers de ses représentants locaux. Les éleveurs ont pris le parti des autorités contre les Ambazoniens. Ce choix, qui prévaut encore actuellement, est à la fois politique et stratégique et a été dicté par de nombreuses raisons.

L'histoire des mauvaises relations intercommunautaires et le ressentiment foncier sont évidemment les raisons majeures à laquelle s'ajoutent les perceptions négatives stéréotypées et le sentiment d'exclusion des Mbororo de la région, voire du pays. Un ardo souligne que : *« De nombreux Mbororo se sentent victimes du rejet dont ils ne s'expliquent pas les raisons. On a beau faire tout ce que nous pouvons pour nous intégrer mais nous demeurerons toujours des étrangers à leurs yeux »*⁴⁴. Par ailleurs, les Mbororo considèrent les Ambazoniens comme des « boudaje » (des zéros, des ratés)⁴⁵ et voient en eux un risque pour leur cheptel.

⁴⁴ Entretien avec les bergers à Santa/Bamenda, 13 janvier 2022.

⁴⁵ Entretien avec les éleveurs de Rom/Donga Mantum, 11 février 2022.

En outre, les Mbororo ont toujours été critiques vis-à-vis de la cause anglophone dans laquelle ils voient se profiler un risque d'exclusion. Ils n'ont jamais soutenu le Social Democratic Front (SDF) créé par John Fru Ndi qui a été pendant longtemps le porte-drapeau des Anglophones. Avec l'avènement du multipartisme dans les années 1990, le SDF fut le premier parti d'opposition. Il disposait d'un fort soutien populaire dans les régions anglophones et à Douala, la capitale économique. Mais pour les Mbororo, le SDF n'était que le parti des populations locales du Nord-Ouest (son dirigeant étant né dans l'arrondissement de Santa, près de Bamenda) et ils ont donc toujours soupçonné le SDF d'être le promoteur d'une politique foncière pro-autochtone. De ce fait, quand ils ont été appelés à voter lors de l'élection présidentielle de 1992, ils ont opté pour l'autre parti d'opposition, l'Union Nationale pour la Démocratie et le Progrès du peul Bello Bouba Maigari⁴⁶. Mais en raison de la domination incontestée du parti du président Biya (Rassemblement démocratique du peuple camerounais, RDPC), ils s'en sont rapprochés et ont même eu quelques personnalités bien placées au RDPC (par exemple, Manou Djadji Guidado, membre du comité central du parti). Ils n'hésitent d'ailleurs pas à contredire l'argumentaire de discriminations des Anglophones :

« Il existe des écoles bien construites dans tous les coins du Nord-Ouest, des fontaines de recueillement d'eau potable ; nous avons de quoi vivre et un espace pour nous développer. Il n'existe que des problèmes de routes impraticables et des juristes envoyés pour traiter des codes du common law qu'ils ne maîtrisent pas. Les autres réclamations de ces Ambazoniens sont communes aux autres zones camerounaises. Nous ne nous sentons pas anglophones différents des francophones d'ailleurs, nos familles sont installées dans la zone francophone, nos enfants fréquentent les universités qu'offre cette partie et nos frères travaillent dans cette zone »⁴⁷.

Selon les Mbororo, une éventuelle victoire des sécessionnistes pourrait aboutir à une remise en cause de leur implantation dans le Nord-Ouest⁴⁸. Or, comme ils se sont sédentarisés, le départ et la reprise d'une existence d'éleveurs nomades ne sont plus une option. Le nomadisme qui permet

⁴⁶ « Cameroun : dans le Nord-Ouest, l'impossible cohabitation entre « Mbororos » et anglophones », Jeune Afrique, 19 juillet 2020.

⁴⁷ Entretien avec les éleveurs de Sabongari/Donga Mantum, 11 février 2022.

⁴⁸ Entretien avec le berger Bouba Kafaï, à Santa/Bamenda, 13 janvier 2022.

d'éviter les zones d'insécurité n'est pas plus un recours pour les Mbororo du Nord-Ouest que pour ceux du Nord⁴⁹.

Soucieux d'assurer la sécurité de leur communauté, de leurs animaux et donc des espaces de pâturages, les chefs Mbororo ont finalement estimé qu'ils avaient tout intérêt à choisir le camp du pouvoir plutôt que celui des sécessionnistes. Ils entendent ainsi voir le gouvernement reconnaître leur ancrage foncier dans le Nord-Ouest et réduire les extorsions des forces de sécurité (demandes excessives de documents administratifs dont certains ne sont même pas obligatoires, amendes illégales, etc.) avec lesquelles ils coopèrent. Un ardo a ainsi résumé leur choix :

« L'entrée en jeu des Mbororo, souvent absents des revendications politiques, est l'expression d'une frustration globale de la question pastorale au Nord-Ouest. Elle intervient dans le dilemme que nous avons eu entre notre neutralité face aux revendications sécessionnistes et la sécurisation de nos familles. Nous avons choisi de rester avec la force dominante. Nous avons doublement été victime des crises agropastorales puis de la crise sécuritaire »⁵⁰.

Protection communautaire et sécurisation foncière sont donc au cœur de leur choix pro-gouvernemental dont ils attendent des dividendes concrets en cas de victoire des autorités.

La participation des Peuls Mbororo au conflit

L'engagement des Mbororo dans le conflit anglophone prend deux formes : le renseignement et l'appui au combat comme milice supplétive. Dans la guérilla qui prévaut en zone anglophone, la connaissance du terrain et le renseignement sont essentiels. A ce titre, les Mbororo fournissent un appui important aux forces de sécurité. Alors que les communautés villageoises dont sont issus les Ambazoniens les aident à éviter les patrouilles de l'armée, les Mbororo indiquent aux forces de sécurité les cachettes et positions des rebelles. Ils ont également réactivé leurs comités de vigilance dans le cadre d'une coopération civilo-militaire inaugurée pour lutter contre les gangs ruraux dans le Nord⁵¹. Ils maîtrisent la brousse, sont munis d'armes blanches et ont des chevaux pour rallier les villages

⁴⁹ F. Dada Petel & T.Vircoulon, « Les Peuls Mbororo du Nord-Cameroun : Insécurités d'une société pastorale et limites d'une réponse sécuritaire hybride », op. cit.

⁵⁰ Entretien avec le ardo Youssoufa à Dschang, 28 décembre 2021.

⁵¹ F. Dada Petel & T.Vircoulon, « Les Peuls Mbororo du Nord-Cameroun : Insécurités d'une société pastorale et limites d'une réponse sécuritaire hybride », op. cit.

rapidement. Ayant encore de nombreux liens avec le Nigeria voisin dont ils sont originaires, ils contribuent à renseigner les autorités sur les soutiens nigériens des Ambazoniens. Ainsi, certains réseaux de trafics d'armes avec le Nigeria ont été neutralisés grâce à leur capacité à recueillir des informations des deux côtés de la frontière⁵².

Non seulement les Mbororo signalent les infiltrations des sécessionnistes dans leur zone et dénoncent leurs cachettes, mais ils participent parfois directement au combat. Les milices mbororo débusquent les rebelles dans leurs repères. En 2017, 37 miliciens de Mfé, Orti, Karatu, Rom et Sabongari se sont rendus à Ngarum dans le département du Ndu pour assiéger un camp ambazonien. Un autre camp de 150 Ambazoniens à Gom a été démantelé par les comités de vigilance de Rom en 2019. Le département de Donga Mantum est la zone la plus touchée par ces affrontements⁵³ et certaines milices mbororo n'ont pas hésité à recruter des Dan Banga bien armés au Nigeria⁵⁴. C'est ainsi qu'à Kimbi et à Bua Bua dans le département du Boyo, les comités de vigilance sous l'autorité de l'ardo Bala ont été renforcés par des Dan Banga nigériens qui ont installé leur base à Mesaje⁵⁵. Par ailleurs, les milices mbororo ont été impliquées dans le massacre du quartier Ngarbuh à Ntumbaw dans le Nord-Ouest le 14 février 2020. Des militaires et des membres des comités de vigilance mbororo ont tué 22 personnes, dont 13 enfants. Cette tuerie a choqué la population camerounaise et conduit à une enquête officielle qui a incriminé des militaires⁵⁶.

Le cycle des représailles

L'impossible coopération entre les Ambazoniens et les Mbororo et le choix pro-gouvernemental de ces derniers ont déclenché une véritable guérilla dans le Nord-Ouest faite de représailles de part et d'autre. Lorsqu'ils sont soupçonnés de fournir des informations aux forces armées, les séparatistes en guise de représailles torturent les chefs de familles, les jeunes, tuent les

⁵² Entretien avec les membres du comité de vigilance de Rom/Donga Mantum, 13 février 2022.

⁵³ Voir le tableau ci-dessous.

⁵⁴ Dan Banga, concept nigérien signifiant « fils de la guerre », est l'appellation de la milice coutumière. L'activité a été revalorisée et adoptée par des Peuls avec le développement du banditisme rural. Pour plus de précisions, lire C. Seignobos, « Le phénomène Zargina dans le nord du Cameroun : coupeurs de route et prises d'otages, la crise des sociétés pastorales mbororo » *Afrique Contemporaine*, (239), 2011 pp35-39. F. Dada Petel & T.Vircoulon, « Les Peuls Mbororo du Nord-Cameroun : Insécurité d'une société pastorale et limites d'une réponse sécuritaire hybride », op, cit.

⁵⁵ Entretien avec l'ardo Ousmanou à Dschang, 23 décembre 2021.

⁵⁶ « Cameroun : dans le Nord-Ouest, l'impossible cohabitation entre « Mbororos » et anglophones », *Jeune Afrique*, 19 juillet 2020. « Au Cameroun, trois militaires inculpés pour le massacre de Ngarbuh », *Le Monde*, 12 juin 2020.

animaux puis incendient le village. Les sécessionnistes ont orchestré plus d'une dizaine d'attaques en janvier et février 2019 contre les Mbororo et ils continuent de harceler les autorités⁵⁷. Toujours la même année, une trentaine d'hommes armés ont attaqué Ukpa dans le département de Menchum près du Lac Nyos, occasionnant le massacre de centaines de boeufs.

D'après l'association peule Mboscuda, 294 maisons ont été incendiées et 2487 bœufs tués⁵⁸. Les Mbororo sont aussi victimes des kidnappings de personnes ou de bétail – les kidnappings étant devenus un des principaux modes de financement des Ambazoniens qui ont aussi pris en otages de nombreux notables et personnalités non peuls dans la région auxquels ils reprochent de collaborer avec les autorités⁵⁹. Au total, environ 175 millions FCFA de rançon ont été versés par les Mbororo aux sécessionnistes, le département de Momo étant particulièrement affecté par ce problème⁶⁰.

L'autre stratégie employée dans le cadre de cette guérilla intercommunautaire est le blocus alimentaire. Les Aghem ont décidé de priver les Mbororo de denrées de première nécessité dans le département de Menchum. Dans le même ordre d'idée, les Ambazoniens exigent des locaux de ne plus approvisionner les Peuls en nourriture dans les localités de Donga Mantung, Nwa et celles de Momo. En guise de riposte, les Peuls ont bloqué les populations qui devaient traverser leurs territoires pour se rendre dans les marchés environnants. Dans d'autres localités telles qu'à Rom, les Peuls fermèrent les marchés, obligeant les locaux à négocier.

⁵⁷ « Tuerie des fonctionnaires au nord-ouest : Le gouvernement condamne un acte barbare », Mimi Mefo Info, 14 avril 2022.

⁵⁸ Rapport actualisé du Mboscuda sur le conflit, 2022.

⁵⁹ Dans le Nord-Ouest, les Ambazoniens ont kidnappé des sous-préfets, des chefs traditionnels, des prêtres et même John Fru Ndi par deux fois. « Les ambazoniens kidnappent Fon Yakum Kelvin, le président de la House of Chiefs du Nord-Ouest », Actu Cameroun, 8 décembre 2021. « Cameroun : l'opposant John Fru Ndi raconte son nouveau kidnapping », Radio France International, 30 juin 2019.

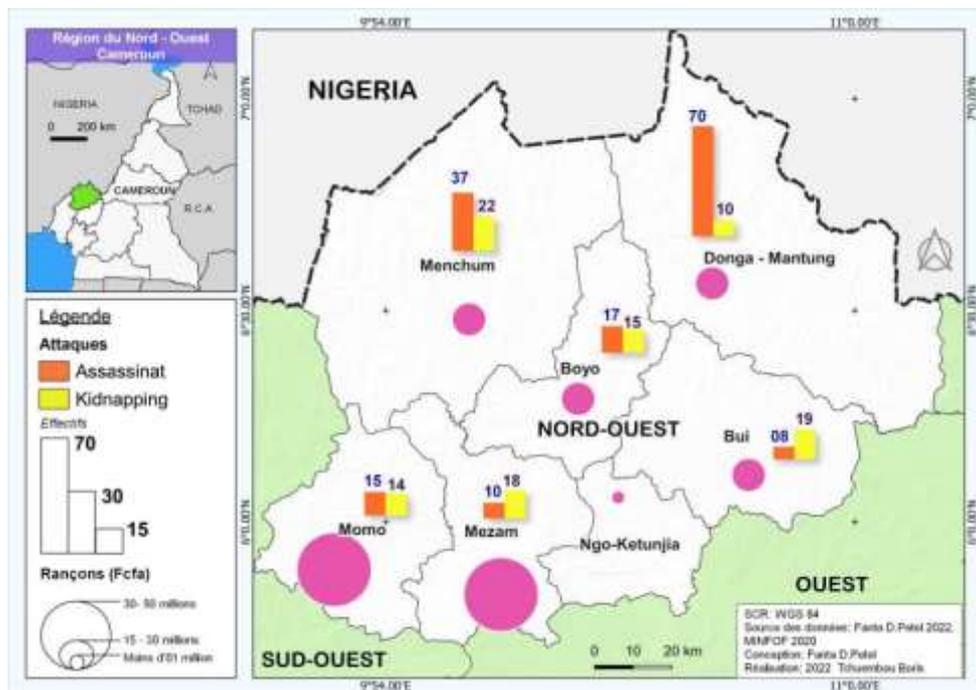
⁶⁰ Voir le tableau ci-dessous.

Tableau 3 : Violences subies par les Mbororo dans l'ensemble des 7 départements du Nord-Ouest du Cameroun

Nombre	Départements	Nombre de personnes tuées	Nombre de personnes kidnappées	Rançon payée (FCFA)	Nombre de maisons incendiées	Nombre de bovins saisis/tués
1	Momo	15	14	43650000	9	1081
2	Menchum	37	22	23175000	47	41
3	Donga Mantung	70	10	17926500	165	362
4	Bui	8	19	30146000	39	312
5	Boyo	17	15	10905000	13	182
6	Ngoketunjia	0	0	300000	0	2
7	Mezam	10	18	49003550	21	507
	Total		98	175,106,050	294	2,487

Source : Rapport actualisé du Mboscuda sur la crise anglophone, 2022.

Carte 2 : Localisation des violences contre les Mbororo dans le Nord-Ouest (2019-2021)



Les conséquences du conflit

Face à l'enlisement du conflit anglophone, les Mbororo développent des stratégies de survie et mobilisent la solidarité communautaire. Malgré les représailles de part et d'autre, le conflit n'a pas complètement mis fin à la coexistence intercommunautaire et certaines initiatives s'efforcent de la préserver.

Beaucoup de Mbororo se réfugient dans les centres urbains du Nord-Ouest (Bamenda, Menchum, Bui, Momo, Donga Mantum), dans des régions plus stables (les régions du Centre, du Littoral, de l'Adamaoua et de l'Ouest) et au Nigeria. On note plusieurs milliers de personnes déplacées de Nwa vers les centres urbains du pays. Accentuant l'exode urbain, les Mbororo déplacés essaient de s'intégrer dans l'économie urbaine informelle (restauration de rue, mototaxis, petit commerce, etc.) et sortent de l'économie pastorale. Ce conflit contribue ainsi à l'abandon silencieux de l'élevage par les Mbororo.

La solidarité communautaire joue un rôle important pour l'assistance aux Mbororo victimes du conflit. Plusieurs grands notables peuls se sont mobilisés pour fournir de l'aide humanitaire et/ou financer la reconstruction de logements détruits. On note parmi eux des hommes d'affaires (Alh Dan Poullou, Alh Bachirou Nouhou, Baba Danpullo, etc.), des intellectuels (Pr. Manou, Dr. Youssoufa Kaffoï, Moussa Haman, etc.) et des personnes influentes (Sali Sadou Nana et Nouhou Djallo) résidant à l'étranger. De même le Mboscuda apporte aussi son aide et veille à l'enregistrement des exactions faites aux Mbororo pour informer les organismes internationaux et la Commission nationale des droits de l'homme. Face à l'adversité, le réflexe de solidarité fonctionne au sein de la communauté malgré ses divisions et constitue le plus efficace mécanisme de protection.

A l'inverse de la solidarité communautaire, le banditisme est aussi l'autre stratégie de survie aussi bien chez les autochtones que chez les Mbororo. Les jeunes issus de Sabga, Tubah, Bafut dans le département du Mezam ont formé un gang qui pratique le racket et le kidnapping et sème la terreur au sein de la population⁶¹. Dans le département de Momo, certains bergers se sont reconvertis dans le banditisme. La plupart d'entre eux volent les bœufs des paysans locaux afin de reconstituer leur troupeau.

Au bout de cinq ans de conflit, les relations entre les communautés autochtones et les Mbororo ne sont pas uniformes dans la région du Nord-Ouest. Si certains villages mbororo se sont vidés comme dans le

⁶¹ Entretien avec l'adjudant-chef Dairou à Douala, 11 décembre 2022.

département du Mezam, d'autres ont décidé d'affronter les Ambazoniens (Wum, le chef-lieu du département de Menchum, Rom dans l'arrondissement de Nwa du département de Donga-Mantum et Bamita dans le département du Momo) tandis que, dans une troisième catégorie de villages, la coexistence intercommunautaire a été préservée (Babongo dans le département de Ngoketundja et certaines localités du Donga Mantum). Celle-ci est maintenue grâce à des initiatives locales de paix et à des médiations foncières. Ainsi, en 2019, dans l'arrondissement de Nkambe dans le département de Donga Mantum, les chefs locaux se sont désolidarisés des Ambazoniens pour faire la paix avec les Mbororo. Ceux-ci leur ont demandé de faire une marche pacifique avec le drapeau du Cameroun afin de prouver leur renoncement à la cause ambazonienne. Leur deuxième exigence consistait à reconnaître les droits de pâturages des éleveurs dans leur territoire. Lors d'une réunion entre les Ngeh (chefs locaux) et les arbé en présence des sous-préfets à Sabongari dans le département de Donga Mantum, ils se mirent d'accord sur les règles de leur coexistence pacifique : les Mbororo obtinrent le droit de circuler avec leurs bovins ; les cultivateurs acceptèrent de baliser leurs champs et les éleveurs de faire des enclos pour leur bétail. Ils se mirent d'accord sur le droit de nourrir le bétail avec les résidus de récolte et sur la fertilisation des champs par le bétail. De même, malgré le conflit, le Mboscuda continue ses médiations foncières et ses campagnes d'information pour promouvoir une meilleure exploitation des terres de culture et des terres d'élevage et les autorités religieuses locales prêchent en faveur de la fin des violences⁶².

⁶² « At Easter celebration: Catholic Church, CBC crusade peace for return to normalcy in NorthWest, SouthWest », Mimi Mefo Info, 18 avril 2022.

Conclusion

Si vu de loin le conflit anglophone se présente comme un affrontement entre le gouvernement camerounais et les sécessionnistes, vu de près dans les collines du Nord-Ouest il présente un autre aspect, celui d'un affrontement entre les agriculteurs et les éleveurs auquel participent les forces armées camerounaises. Ces communautés avaient l'habitude de s'opposer dans les villages pour l'accès à la terre et le déclenchement de la crise anglophone amplifie la problématique de l'autochtonie et de ses « outsiders », c'est-à-dire les communautés d'immigration récente. Le sécessionnisme des Ambazoniens n'a pu qu'inquiéter les Mbororo du Nord-Ouest dont la sédentarisation bien qu'ancienne était plus ou moins bien tolérée par les cultivateurs. Dans ce conflit, les Mbororo ont adopté une attitude en apparence contradictoire : ils appuient les autorités camerounaises et se replient davantage sur eux-mêmes en se focalisant sur la survie de leur communauté au détriment du vivre ensemble prôné par le gouvernement en place. L'avenir dira si leur choix politico-stratégique leur permettra d'assurer leur insertion foncière dans le Nord-Ouest ou s'il aura l'effet contraire et amplifiera le rejet et l'hostilité dont ils sont victimes.